

## Des emplois utiles

L'annonce de la suppression des emplois aidés, au cœur de l'été, a fait l'effet d'une bombe et les collectivités locales ou les associations sont unanimes pour dénoncer cette décision.

Le 2 septembre, plus d'un millier de personnes, dont plusieurs élu.es socialistes, se sont rassemblées place de la Résistance à Quimper pour dénoncer ce mauvais coup porté aux salariés qui bénéficient de ces contrats de travail, mais aussi aux associations ou collectivités qui n'auront plus les moyens de remplir leurs missions. Car cette décision aura des répercussions très concrètes pour les associations.

Dans une lettre ouverte au président de la République, publiée le 1<sup>er</sup> septembre, Nathalie Sarrabezolles a demandé un moratoire permettant d'engager une concertation. Car tout le monde s'accorde à reconnaître que, si les emplois aidés sont perfectibles, ils n'en demeurent pas moins indispensables pour de nombreuses associations qui ne pourraient, sans eux, remplir leurs missions.

« Les associations comptent aujourd'hui plus de 130 000 salariés en contrats aidés », a rappelé dans un communiqué le mouvement associatif. « Ces contrats concernent principalement des jeunes peu qualifiés, des chômeurs de longue durée, ainsi que des seniors en fin de carrière. Ils permettent à des personnes éloignées de l'emploi de s'insérer ou se réinsérer dans la vie active, de reprendre confiance et de casser la spirale de l'isolement que crée le chômage de longue durée. Cette politique de soutien à l'emploi est aussi une ressource précieuse pour permettre aux acteurs non lucratifs que sont les associations de développer



Un millier de manifestants à Quimper

**des activités au service du plus grand nombre, dans le champ de la solidarité, de la santé, de la culture, du sport, des loisirs ou encore de l'Éducation.»**

« Certaines associations, aux finances fragiles, commencent à appeler l'attention des collectivités locales sur leurs difficultés, notamment dans le champ de l'insertion, de l'accompagnement des personnes âgées ou handicapées », alerte la présidente du Conseil départemental.

Les bénéficiaires des emplois aidés sont des personnes éloignées du marché du travail. Dans son interview au *Point*, le président de la République évoque « un taux de retour à l'emploi durable très faible ». Pourtant, « l'évaluation du suivi professionnel montre que leurs effets ne sont pas anecdotiques puisque de 41 à 67% des personnes, selon les types de contrats, sont en emploi six mois après la fin du contrat aidé », précise la présidente du Conseil départemental.

Face aux conséquences humaines de sa décision, le gouvernement serait bien inspiré de suivre l'avis des élu.es et responsables associatifs et de lancer une grande concertation pour trouver les moyens d'améliorer ces dispositifs.

CAP  
FINISTÈRE

26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 7/9/2017



PRESSE

URGENTE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

## Control Z

En informatique, l'association des touches CTRL et Z permet d'effacer la dernière action engagée. C'est aussi devenu le surnom du ministre de l'Éducation nationale dont l'activité principale consiste à effacer les réformes engagées par Najat Vallaud-Belkacem, sans même en évaluer les résultats.

Le retour en arrière va encore plus loin puisque le ministre a cru bon, comme tous les ministres de droite, de re-re-re faire le procès de la « méthode globale » alors même que cette méthode n'a jamais été intégralement appliquée pour apprendre aux élèves à lire et à écrire.

Les enseignants ont besoin de moyens pour remplir leur mission, mais ils ont aussi besoin de temps et de sérénité. Interrompre brutalement les réformes qui n'ont même pas encore été évaluées n'est sans doute pas le meilleur signal que le ministre pouvait envoyer en cette rentrée...

PS29

## Chiffre de la semaine

300 millions

C'est le montant des suppressions des dotations d'investissements pour les collectivités locales.

# Un nouveau partenariat

**Avec plus de 400 personnes réunies le 1<sup>er</sup> juillet à la fac de Quimper, les états généraux de l'engagement associatif et du bénévolat, « À l'asso », ont remporté un véritable succès. Pendant une journée, élus et responsables associatifs ont confronté leurs points de vue et ont mené une réflexion sur les enjeux de l'engagement.**



Une journée de conférences...

« **L'engagement associatif ne faiblit pas, il évolue** », a souligné Hervé Seryex, de France bénévolat.

« **Entre 2010 et 2016, le nombre de bénévoles est passé de 11 millions à 13,3 millions et le nombre d'associations de 1,2 à 1,4 million** », a indiqué Hervé Seryex, démontant ainsi l'idée reçue selon laquelle le bénévolat serait en crise.

Mais l'engagement change, et le sens que lui donnent les nouveaux bénévoles

évolue. « **Avant, nous voulions changer la société. Il y avait un aspect un peu sacrificiel dans l'engagement** », a rappelé le représentant de France Bénévolat.

Aujourd'hui, les militants associatifs sont plus « modestes » mais aussi plus pragmatiques : ils s'investissent dans des associations pour répondre à des besoins conjoncturels dans des domaines comme la culture, la santé, l'aide sociale, le soutien scolaire...

**« L'engagement associatif ne faiblit pas, mais il évolue. »**

Les attentes et les motivations des bénévoles évoluent et le contexte politique et économique aussi. Les associations sont donc confrontées à de nouveaux défis qu'elles doivent relever. Dans le Finistère, le Conseil départemental se propose de les accompagner.

Car le monde associatif doit relever plusieurs défis. Les associations doivent apprendre à partager leurs ambitions avec leurs partenaires, associatifs ou institutionnels. Elles sont désormais dans l'obligation de mettre en avant leurs spécificités et d'expliquer en quoi elles apportent de la valeur ajoutée pour leurs adhérents, les citoyens et leur territoire. Alors que les attentes des bénévoles évoluent, il est indispensable de valoriser toutes les formes d'engagements pour attirer de nouveaux adhérents.

« **À partir des interventions du 1<sup>er</sup> juillet et des contributions apportées par le monde associatif, le Conseil départemental va travailler à la rédaction d'un Livre blanc de l'engagement associatif qui sera rendu public le 5 décembre** », a annoncé Élyane Paillet, conseillère départementale en charge de ce dossier.

Yannick Hervé, président du mouvement associatif de Bretagne, s'est félicité du succès de ces états généraux et de la signature de la charte d'engagements réciproques avec le Département.



... et de travaux en ateliers

Le rassemblement du 1<sup>er</sup> juillet était la première étape d'un long processus. « **Ce n'est qu'un début** », a insisté Solange Creignou à l'issue de cette journée. « **Nous allons, ensemble, construire un nouveau partenariat, dans un département qui a la chance d'être l'un des plus actifs en matière d'engagement associatif.** »

## Plaisir ou contraintes ?



« *L'engagement, plaisir ou contraintes ?* ». Il ne s'agit pas de l'énoncé du sujet de bac de philo de cette année mais de la question posée par les organisateurs des états généraux de l'engagement.

La réponse à cette épineuse interrogation n'a pas été apportée par un philosophe ou un expert, qui aurait pu disserter sur cette question pendant une heure dans un cours magistral, mais par quatre étudiants en droit qui se sont « affrontés » dans un concours d'éloquence. Devant un jury composé de Marie Gueye, vice-présidente du Conseil départemental, Jean-Jacques Urvoas, ancien garde des Sceaux, Mathieu Galou, président de l'UBO, et Me Vincent Lauret, bâtonnier du barreau de Quimper, les quatre candidats ont défendu, avec talent, verve mais aussi humour, leur conception de l'engagement.

Plaisir ou contraintes ? Pour les participants à cette joute verbale, l'un ne va pas sans l'autre. Évidemment que l'engagement, quel qu'il soit, implique une notion de contraintes. Lorsqu'on s'engage, dans l'armée, dans une entreprise, dans un mariage, on l'accepte. « *Qu'on serve son pays ou qu'on serve des bières dans un festival, on doit accepter une certaine part de contraintes.* »

Mais la vie n'est-elle pas finalement qu'une succession de contraintes plus ou moins fortes et plus ou moins acceptées ? Or, l'engagement associatif relève d'un choix personnel et les bénévoles trouvent toujours plus de plaisir que de contraintes.

À mi-chemin entre le stand up et le discours, le concours d'éloquence permet de répondre à des questions très sérieuses de manière ludique, mais exigeante. À un moment où se pose la question du renouvellement des modes d'expression, les concours d'éloquence ne demandent qu'à se développer...

# Le PS trace sa route

«**Que faire ?**» Voilà la question à laquelle devront répondre les socialistes le 28 septembre, en votant sur la feuille de route proposée par la direction provisoire et collégiale du PS.

Pour Rachid Temal, secrétaire national à la coordination, membre de la Direction collégiale provisoire, «**l'essentiel maintenant, dans la refondation ou l'opposition, est d'être utile aux Françaises et aux Français.**»

À la fin du mois d'août, la direction du Parti Socialiste s'est réunie pour un séminaire de travail pour jeter les bases de la nécessaire refondation du PS dans un contexte particulièrement difficile.

«**Emmanuel Macron est le président le plus impopulaire au bout de trois mois**», a souligné Rachid Temal. Entre des sympathisants MODEM défiants, La France Insoumise dans «**la pure contestation**» et La République En Marche «**qui essaie d'être la majorité**

et l'opposition», «**nous sommes l'opposition responsable, l'opposition de gauche, l'opposition qui doit rassembler les Français-e-s le moment venu pour proposer l'alternative.**»

Cependant, malgré l'urgence, les socialistes doivent s'astreindre à une réflexion sur le long terme. «**Il est indispensable de prendre un temps long, sincère, méthodique, de réflexion sur ce que nous sommes, sur le sens de**

l'action que nous avons menée pendant notre quinquennat, notre Primaire, notre campagne présidentielle, avec ses succès et ses échecs», a insisté Emmanuel Grégoire, membre de la direction provisoire. «**Ainsi, la feuille de route propose que des ateliers de la refondation soient organisés lors d'une longue séquence qui s'étendra jusqu'à la fin de l'année.**»

D'autre part, il est proposé aux militants, via la feuille de route, de changer nos statuts «**et de ne plus jamais donner le spectacle de congrès qui ne sont plus des débats de fond, mais des moments d'écuries et de conciliabules.**» Un processus de convention statutaire pourrait être engagé afin de fixer de nouvelles règles pour un parti «**plus moderne, plus agile, plus mobile, parfois plus discipliné.**»

En parallèle de ce travail de réflexion et de rénovation, le Parti Socialiste va lancer, dans les jours qui viennent, plusieurs campagnes pour dénoncer les casses sociales et territoriales et la montée des inégalités fiscales.



La direction collégiale du PS

## En savoir plus

### François Marc quitte le Sénat



Au début du mois de juillet, François Marc a annoncé sa décision de démissionner du Sénat.

François Marc sera remplacé par Jean-Luc Fichet, numéro 3 sur la liste aux Sénatoriales en 2014, le 24 septembre.

«*Je souffre depuis quelques temps déjà de douleurs lombaires et le corps médical ne propose, pour me soulager, qu'un changement de vie. Or, la fonction de sénateur exige, au minimum 60 heures de travail par semaine*», explique François Marc. Le renouvellement triennal du Sénat est l'occasion de remettre à plat le fonctionnement de la Haute assemblée et c'est le bon moment pour passer la main.

### Réforme de la PAC



La Bretagne, première région agricole d'Europe a décidé d'apporter sa contribution à la réforme de la PAC qui entrera en vigueur en 2020. Le coup d'envoi de cette consultation sera donné le 18 septembre, dans la foulée du SPACE 2017. Car, afin que sa voix soit entendue, la Bretagne souhaite associer l'ensemble des acteurs agricoles.

La Région organise ainsi un débat public qui prendra plusieurs formes : un sondage en ligne ouvert à tous, quatre réunions publiques, des auditions d'organisations agricoles et environnementales, avant une réunion de restitution à Pontivy, le 26 octobre. En décembre, la position bretonne, directement alimentée par les échanges, sera soumise au vote de l'assemblée régionale avant d'être largement diffusée auprès des institutions et partenaires européens et nationaux.

### Franck Respriget, nouveau vice-président



Suite à son élection à l'assemblée nationale, Didier Le Gac a démissionné du Conseil départemental. Le 4 septembre, Franck Respriget (canton de Brest Bellevue-Lambézellec) lui a succédé en tant que vice-président du pays de Brest.

Lors de cette session, Maryse Rioual a succédé à Muriel Le Gac (canton de Moëlan-sur-Mer) décédée cet été.

### Disparition

Nous avons appris avec tristesse la disparition d'Yvon Le Lay, adhérent de la section de Locquirec.

Nous adressons nos plus sincères condoléances à sa famille et ses proches.

# Agenda

**10 septembre**

Barbecue de rentrée des sections brestoises.

**28 septembre**

Votes en section sur la feuille de route et pour le/la premier.e secrétaire fédéral.e.

## Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428  
N° 1195 - Vendredi 8 septembre 2017  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Adhérents : 25 euros (papier) ;  
20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;  
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
Fédération du Finistère  
du Parti Socialiste



# Quel gouvernement après le 24 septembre ?

Philippe Loiseau

**La campagne de Martin Schulz, en vue des Législatives du 24 septembre, se révèle plus compliquée que prévue pour les sociaux-démocrates, constate Philippe Loiseau, secrétaire de la section des socialistes de Berlin.**

**Cap Finistère : Les dernières élections locales ne sont guère favorables pour le SPD ?**

**Philippe Loiseau :** Il est vrai que les dernières élections régionales ont été marquées par des défaites du SPD. Mais il faut se garder de généraliser ces résultats locaux. Les Länder sont dirigés par des coalitions et ce sont aussi les partenaires du SPD qui ont subi des échecs.

Cependant, il est vrai que les sondages ne donnent plus Martin Schulz gagnant et que l'enthousiasme de son début de campagne s'est un peu émoussé. Le SPD, qui dirige le pays avec la CDU, n'a pas su mettre en avant les réformes qu'il a initiées, comme par exemple l'instauration d'un salaire minimum.

**Cap Finistère : La campagne est-elle vraiment particulièrement ennuyeuse, comme l'indiquent les journaux ?**

**Philippe Loiseau :** En tous cas, la chancelière fait tout pour qu'elle le soit. Mais il y a de vrais débats dans cette campagne. Conservateurs et sociaux-démocrates peuvent s'attribuer les bons résultats économiques avec un taux de chômage de 5,7%. Mais il existe de grosses disparités territoriales. L'Allemagne va mieux mais on peut se demander si les Allemands vont mieux ? Le dossier des retraites est en train de devenir explosif : avec l'accroissement de la précarité, l'explosion des mini-jobs, le pouvoir d'achat des retraités diminue et il y a de plus en plus d'enfants pauvres. Avant de vanter le modèle allemand, il faut le regarder de près.

L'Allemagne doit aussi répondre à de graves questions environnementales, qu'il s'agisse de la pollution automobile, (sujet extrêmement sensible ici) ou de la production d'énergie après l'abandon du nucléaire.

La question de l'accueil des réfugiés est très présente aussi dans le débat électoral. L'Allemagne en a accueilli 1 million en 2016 et sans doute plus de 300 000 d'ici fin 2017. Ce sujet est largement exploité par le parti d'extrême droite AfD.

**Cap Finistère : Justement, faut-il craindre une poussée de l'Extrême-droite à**

**l'occasion de ce scrutin ?**

**Philippe Loiseau :** Absolument. En 2013, l'AFD rassemblait 4,5% des électeurs mais les sondages lui donnent aujourd'hui 8, 9 voire 10%. Il semble acquis que des députés de l'AFD feront leur entrée au Bundestag.



**Cap Finistère : Les autorités allemandes s'inquiètent-elles d'éventuelles cyber-manipulations venant de Russie ?**

**Philippe Loiseau :** Le risque est pris au sérieux par le gouvernement et les partis politiques. Mais, en ce qui concerne le risque d'ingérence étrangère dans ce scrutin, c'est plutôt du côté de la Turquie que se tournent les regards des Allemands après les provocations du régime turc et les prises de position du président Erdogan, appelant les ressortissants germanoturcs en Allemagne à ne voter ni pour les conservateurs de la CDU, ni pour le SPD ou les Grünen.

**Cap Finistère : Comment expliquer la popularité d'Angela Merkel ?**

**Philippe Loiseau :** La chancelière est habile. Elle a, méthodiquement, éliminé tous ses adversaires potentiels au sein de son parti : pas une tête ne dépasse. En faisant par exemple adopter en une séance au Bundestag le mariage pour tous, elle a surpris son propre camp et coupé l'herbe sous le pied de la gauche.

Mais surtout, les Allemands l'apprécient pour sa sobriété, sa simplicité et son éthique. Il ne faut jamais oublier qu'elle est une scientifique, pragmatique et prudente.

**Cap Finistère : Les Allemands vont donc réélire sans surprise la chancelière Angela Merkel ?**

**Philippe Loiseau :** Ce n'est pas si simple. Les Allemands élisent des députés. Ensuite, ceux-ci désignent le chancelier. Il est effectivement probable que le parti de la chancelière arrive en tête mais compte tenu du mode de scrutin, plusieurs options restent ouvertes en fonction des scores sièges obtenus par les différents partis candidats : une alliance CDU/CSU libéraux ou une reconduction de la grosse coalition avec le SPD. À trois semaines du scrutin, tout reste possible.